

Jean-Pierre Sueur interpelle le gouvernement suite à un jugement de la Cour européenne des Droits de l'Homme contestant les effets de la « procédure prioritaire ».

>> [Le communiqué de Jean-Pierre Sueur](#)

>> [La dépêche AFP du 3 février 2012](#)

>> [Le Bulletin Quotidien du 3 février 2012.](#)